

S O M M A I R E

EDITORIAL

Un projet très politique

Marc Schoene

LA VIE DE L'INSTITUT

L'organisation locale de santé au menu de l'Université d'automne 2005

PORTRAIT D'ACTEUR

RÉGIONS ET EUROPE

SACOPAR (Santé, communauté, participation)

CROISEMENT DES PRATIQUES COMMUNAUTAIRES EN SANTÉ

Construire le projet collectif d'une organisation : une démarche, une praxis au service des habitants et du territoire

Jean-Paul Parent

NOS PARTENAIRES

« Habitat insalubre et santé » : quelles suites ?

Henri Busnel

CENTRE DE DOCUMENTATION

AGENDA

Un projet très politique

Et santé communautaire dans ce nouveau contexte ?

Militants et salariés de l'Institut Renaudot sont en pleine effervescence, occupés - en sus de leur multiples champs d'intervention - à l'actualisation du projet politique et opérationnel de l'Institut. Un projet politique particulièrement important dans la phase de développement que nous connaissons et surtout dans un contexte politique, économique, social, culturel et de santé en profonde mutation.

Le débat de société qui vient d'agiter notre pays au plus profond de lui-même autour de l'avenir de notre espace européen, et dont on veut espérer qu'il saura se poursuivre, témoigne des capacités d'intelligence, de créativité, d'exigence, notamment de démocratie et d'égalité, de nos concitoyens.

Les valeurs que l'Institut Renaudot défend ne sont pas statiques, coupées de la Vie. Pour les promouvoir il convient donc de les actualiser, et pour ce faire d'observer, d'analyser, de critiquer, d'interpeller les pratiques professionnelles, et l'ensemble du contexte dans lequel elles s'inscrivent.

Dans le champ plus particulier de la santé, la mutation se produit tant au niveau français qu'international, avec les incidences de la construction européenne sur les systèmes de santé et de protection sociale et, en France, les nouvelles lois visant à redessiner le paysage de la santé : droits des malades (2002), assurance maladie (2004), politique de santé publique (2004), décentralisation des compétences des collectivités territoriales (2005)...

Récemment encore méconnue, marginalisée, la santé communautaire est depuis quelques années mise en avant dans de nombreux textes ou dispositifs d'action des pouvoirs publics, collectivités et institutions (Ateliers santé ville, plans régionaux de santé publique, schémas régionaux d'éducation à la santé, réseau Ville-Santé, création de postes de professionnels de l'animation communautaire, coopération Nord-Sud...) Mais cette place récemment acquise pour les démarches communautaires en santé, est encore fragile et marginale. Elle se situe dans un environnement incertain. Comment ne pas s'inquiéter de la paupérisation accélérée d'une partie de la population, des inégalités sociales, culturelles ou d'accès aux droits qui se creusent ? Comment ne pas s'interroger sur les effets pour nos pratiques des difficultés rencontrées par le secteur associatif ?

Les pratiques communautaires, pour se développer auprès et avec les publics les plus divers, dans les villes, villages, quartiers, ont encore bien des obstacles à franchir, tant sont encore inégales les implications et les moyens en promotion de la santé des divers acteurs - dont les habitants - , tant les pratiques professionnelles et sociales restent encore marquées du schéma dominant-dominé, tant sont insuffisantes l'intersectorialité et l'interdisciplinarité.

Le projet actualisé de l'Institut sera nous l'espérons un outil pour contribuer à renforcer concept et démarches communautaires en santé.

Marc Schoene

L'organisation locale de santé au menu de l'Université d'automne 2005

La loi relative à, la santé publique d'août 2004 a ouvert un chantier de réorganisation de la santé publique autour d'un pôle régional de déconcentration (conférence régionale, schémas régionaux, plan régional, groupement régional de santé publique).

Comme nous en avons informé nos lecteurs dans une Lettre précédente, l'Institut Théophraste Renaudot a été chargé par la Direction Générale de la Santé d'un rapport d'étude sur les moyens de favoriser la prise en compte des attentes et besoins des divers acteurs de proximité dans la mise en œuvre des politiques de santé. L'Institut vient de remettre ce rapport intitulé « Politiques et Pratiques de santé publique et de promotion de la santé en France aujourd'hui : quels acteurs ? quelles relations ? quelles conditions réunir ?

Un travail qui a été l'occasion de traiter de la place et du rôle des acteurs territoriaux et des initiatives locales en santé publique et santé communautaire et de reprendre un des constats des Rencontres de Mulhouse, à savoir le manque d'articulation entre l'Etat, les différents acteurs territoriaux et les initiatives.

Comme l'exprime fort justement Monsieur J.F.Cordet, préfet de Seine Saint-Denis : « La santé publique est un domaine qui exige des actions de proximité, un suivi personnel, des réseaux locaux, des ressources variées. » C'est autour des questions d'organisation et des pratiques de proximité que le rapport a été construit, tant le niveau territorial infra-régional voire infra-départemental est aujourd'hui concerné, interpellé, analysé et en

mutation autour des questions de santé.

La production de ce rapport à la Direction Générale de la Santé s'inscrit pour l'Institut dans une démarche déjà ancienne de promotion du niveau local, de proximité, en santé. Les interventions multiples, les relations avec le réseau ville santé, les ateliers santé ville s'inscrivent dans cette démarche. Les Rencontres de Mulhouse ont fait

d'Acteur

PORTRAIT



Pierre Chappard,
PRÉSIDENT
DE KEEP SMILING *.

Quelle forme prend votre action ?

Nous sommes une équipe d'une quinzaine de bénévoles presque tous issus du milieu électronique, et dont certains sont consommateurs de produits psychoactifs.

Nous tenons un « chill-out », surtout dans les free-party. C'est une tente dans laquelle les « teuffers » peuvent

venir se poser, se reposer (dans des lits), faire un break avec le son, discuter, s'informer, prendre du matériel de réduction des risques (kits sniffs et d'injection, préservatifs masculins et féminins, alcootests).

A quoi tient votre efficacité ?

L'efficacité et le sens de notre démarche sont étroitement liés à la présence dans l'association, de personnes du milieu électro et/ou de consommateurs de produits psychoactifs.

D'abord, elles nous permettent de nous faire accepter dans ce milieu, de faci-

* association lyonnaise de santé communautaire qui œuvre dans la réduction des risques liés à l'usage de produits psychoactifs, dans les milieux festifs, et surtout dans les free-party (fêtes clandestines de musique électronique).

Pour en savoir plus : Keep Smiling - 271, rue Vendôme - 69003 Lyon

Tél. : 04 72 60 92 66 - Mail : info@keep-smiling.com - Web : www.keep-smiling.com

apparaître avancées et freins dans la déclinaison et l'articulation des politiques publiques et des initiatives locales.

Nous souhaitons poursuivre avec nos adhérents et nos partenaires cette réflexion autour de **l'organisation locale de santé**, et faire de cette question le thème de l'Université 2005 de l'Institut. Quelles conditions pour structurer au niveau local une pratique collective de santé publique ? pour articuler problèmes, pratiques locales et politiques publiques ? Des intervenants de plusieurs pays européens qui ont légiféré sur des dispositifs locaux de santé nous feront part de leurs avancées en la matière.

En préambule à l'Université 2005, la prochaine Lettre de septembre 2005 sera consacrée aux principales propositions et préconisations de l'Institut en matière d'organisation locale de santé et de ses conditions.

liter le contact et la création d'un lien de confiance avec les «teuffers», d'adapter nos messages de réduction des risques à la culture électro. Enfin, les (ex)consommateurs de produits psychoactifs apportent leur expertise sur les drogues et le dispositif (lois, soins, substitution). Face aux usagers de drogues, ils ont une posture différente des travailleurs sociaux habituels (moins de distance, non-jugement, relation non hiérarchique...), ce qui facilite le passage du message.

L'enthousiasme est la drogue pour faire de la réduction des risques. Et en ça, nous sommes tous des drogués à Keep Smiling !!!



SACOPAR (Santé, communauté, participation)

L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA CITOYENNETÉ DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.

Fondée en 1998, l'association SaCoPar (Santé, communauté, participation) a pour objet social d'assurer la promotion et le développement de la citoyenneté dans le domaine de la santé par la participation de la population. Elle réalise son objet en assurant assistance logistique et méthodologique notamment par la formation, la documentation, la communication, la recherche et l'évaluation.

L'association a analysé les besoins et les attentes des professionnels et mis en évidence le besoin de pouvoir échanger des informations et des pratiques, de confronter les réflexions et les questionnements, de trouver des lieux de remotivation quand les difficultés, les incompréhensions, les déceptions, la non-communication semblent insurmontables.

Sollicitée par des intervenants de plus en plus nombreux, l'association s'est donnée comme priorités l'information des acteurs en promotion de la santé, la mise en réseau des intervenants de différents secteurs et la facilitation de l'échange des pratiques.

Concrètement, elle organise des colloques, édite des publications, anime des tables rondes, recense les expériences.

Dans le cadre du développement des politiques locales de promotion de la santé, l'association est mandatée par le Ministère de la Santé de la Communauté française de Belgique pour assurer le soutien et le suivi du réseau « Vers des politiques communales de santé ». Ce réseau rassemble des élus et des agents communaux soucieux de la qualité de vie des habitants de leur territoire.

Elle utilise la démarche évaluative comme un outil au service de processus qui permet de réguler, remédier, améliorer les programmes et les pratiques. En pratiquant l'accompagnement à l'évaluation, elle favorise la démarche d'auto-évaluation, stimulant ainsi la participation de tous les acteurs, y compris les groupes de population concernés par les programmes.

L'association se compose de médecins en santé publique et de sociologues spécialisés en développement local et en santé communautaire et elle est financée par le Ministère de la Communauté française de Belgique.

Contact :

Santé, Communauté, Participation
Tél. : 0032 (0) 476 565972
www.info@sacopar.be

Construire le projet collectif d'une organisation : **une démarche, une praxis** au service des habitants et du territoire

Mes expériences capitalisées dans le management de structures associatives, sociales et médico-sociales (Maison de jeunes et de la culture, centres sociaux, centres de soins infirmiers, centres hébergement et de réinsertion sociale, centre de santé, résidences services pour handicapés mentaux adultes), mes interventions dans l'ingénierie sociale, mes pratiques dans la formation de chefs de services, directeurs d'équipements socio-éducatifs, mes différents mandats électifs aux niveaux national, régional et local me conduisent à proposer comme point de réflexion la confrontation de la pratique et de la théorie du management de projets.

LES PROJETS ET ACTIONS NE PRENNENT PAS NAISSANCE SPONTANÉMENT SOUS L'EFFET DE PULSIONS ANARCHIQUES ET DÉSORDONNÉES. BIEN AU CONTRAIRE, UNE MÉTHODE, UNE PHILOSOPHIE, UN ÉTAT D'ESPRIT, DES OUTILS, DES HOMMES ET DES FEMMES AGISSENT SUR L'ENVIRONNEMENT ET SUR LES MENTALITÉS PAR CE QUI EST NOMMÉ LA « DÉMARCHE DE PROJET »¹.

PROJET ET DÉMARCHE DE PROJET

Il y a une profusion de définitions liées aux mots projets conditionnées par les contextes culturels d'implantation, les méthodes pédagogiques employés, les conceptions de l'homme et femme dans la société, les approches analytiques, linéaires ou systémiques des situations rencontrées, l'approche communautaire de la santé comme stratégie de promotion de la santé²...

La démarche de projet, est ici un mouvement « spirale », itératif de l'idée de départ jusqu'à la réalisation et l'évaluation des actions.

Quatre phases interdépendantes structurent la démarche de projet :

→ fonder le projet collectif en référen-

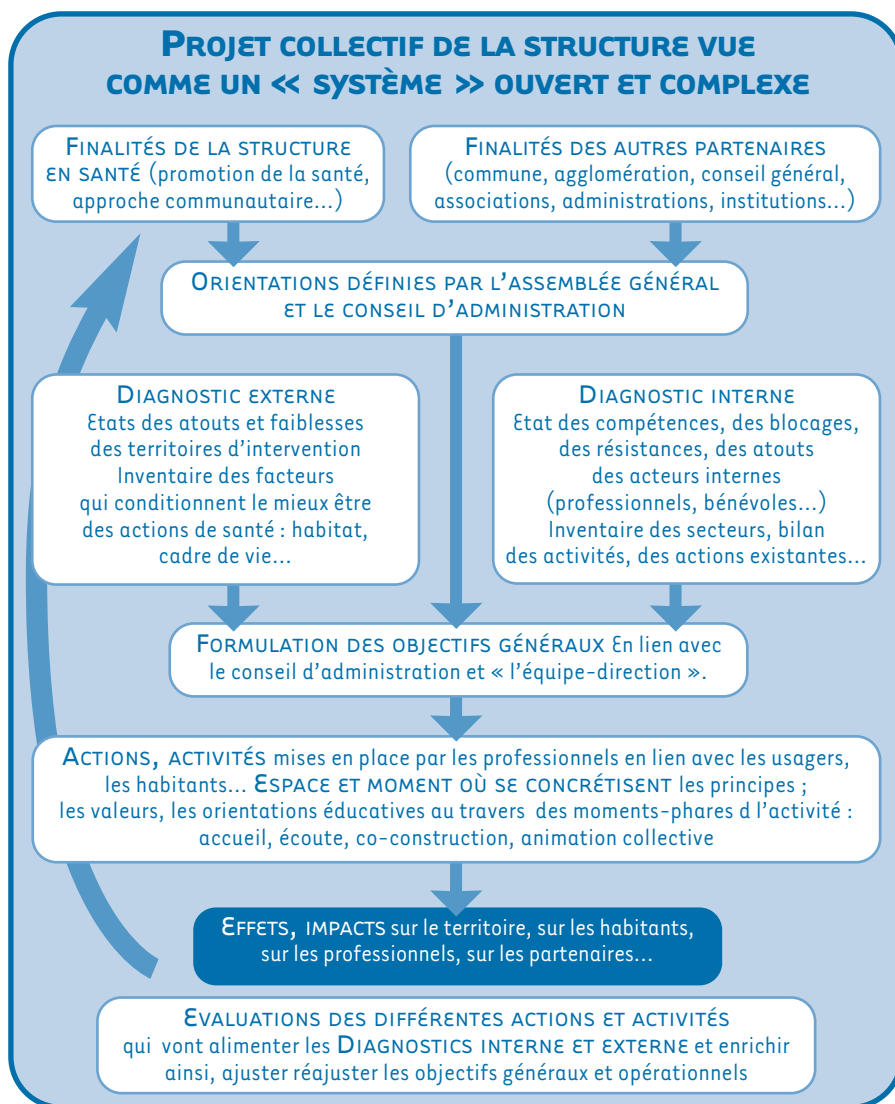
ce à ses valeurs et finalités, matérialisé par un « acte de naissance », validé par un conseil d'administration ;

→ élaborer le projet collectif par la formulation d'objectifs généraux et opérationnels ;

→ les réaliser par le choix d'un management du projet faisant appel à des capacités de communication, de direction, de pilotage, d'animation et de coordination ;

→ évaluer³ les résultats du Projet collectif par le biais de ses secteurs, ses services, ses actions, ses activités avec un retour enrichissant les diagnostics interne et externe, les orientations éducatives et politiques.

Le schéma présenté permet de visualiser les différentes phases interdépendantes allant de la fondation du Projet collectif à son élaboration en arrivant à la réalisation et l'évaluation de ses actions et activités⁴.



La démarche de Projet, itérative et dynamique, va mettre en mouvement, en interactions et en sens, les différents éléments-clés du Projet Collectif d'une organisation. De nombreuses difficultés demeurent. Les limites et la richesse du management stratégique et participatif sont présentes. Faire référence à un agir dans le domaine de la promotion de la santé se révèle être une praxis. Praxis, avec une pratique consciente d'elle-même, qui essaye de rapprocher théorie et pratique dans un processus dialectique et circulaire et dans une spirale incessante entre le vécu, la pratique et la pensée. Les environnements humains, socio-économiques, politiques, de plus en plus complexes, se modifient sans cesse. Ils questionnent et bouleversent l'organisation. L'appui sur le concept du développement social local « ...avec la préservation et le développement de relations d'écoute et d'entraide entre générations, entre communautés, entre individus »⁵ pourrait conférer plus de force à la démarche du projet collectif.

Jean-Paul PARENT

Directeur coordinateur d'une structure sociale et médico-sociale
Chargé de formation en management d'organisations sociales et éducatives
Courriel : jeanpaulparent@aol.com

LE PROJET, SA DÉMARCHE ET SES CADRES THÉORIQUES

Il est nécessaire de poser les cadres théoriques dans lesquels le Projet Collectif de l'organisation s'enracine. Cette organisation sociale ou éducative est comprise comme un système ouvert et complexe sur ses environnements et en évolution. Le paradigme de la complexité comme le dit Edgar Morin « ... est complexe ce qui ne peut se résumer en un maître mot, ce qui peut se ramener à une loi, ce qui ne peut se réduire à une idée simple. »

Savoir gérer des organisations sociales ou éducatives est nécessaire pour la démarche de projet. La fonction de pilotage concerne la définition et l'atteinte des objectifs, celle liée à la maintenance consiste à maintenir l'équilibre interne et le fonctionnement optimum de l'organisation, le passage de l'information est assuré par la fonction d'interface et enfin celle symbolique favorisant une culture de l'organisation.

¹ Jean-Paul PARENT in « Du Projet Santé des habitants au projet collectif de Centre de Santé de Grande-Synthe » Territoires en santé, IREV, TOURCOING, 2001

² Philippe LEFEVRE, in « la santé de l'homme n° 351 », un Institut pour promouvoir les pratiques communautaires, janv-fev 2001

³ « A Grande-Synthe, une expérience de santé communautaire, de la prévention « sur mesure » dans les quartiers », VIVA, Novembre 2002

⁴ Jean-Paul PARENT, « Santé conjugulée n°30 » L'évaluation en santé communautaire, Bruxelles, Octobre 2004

⁵ « CAF et DSL le goût des autres » le journal de l'action sociale n° 97, mai 2005

« Habitat insalubre et santé » : quelles suites ?



L'Institut Renaudot s'est vu confier la mission d'organiser ce Colloque qui a eu lieu les 20 et 21 mai 2005. Son but : contribuer à combler le déficit existant de connaissances en matière d'impact sur la santé de l'habitat insalubre. Quelques semaines après, quels enseignements en tirer ?

Mobiliser les scientifiques

A l'exception du risque saturnin dans l'habitat, la recherche en France s'est jusqu'à présent peu mobilisée sur cette question. De même, dans le champ de connaissances des inégalités sociales, les questions de l'habitat précaire ou indigne ne sont que rarement explicitées. Parmi la trentaine d'intervenants de ce Colloque, ce n'est pas un hasard si beaucoup d'entre eux étaient des anglo-saxons !

Un rapport scientifique produit à la suite de ce Colloque (fin juin) aura pour finalité d'estimer les besoins de recherche en ce domaine. Le document fourni sera une base de travail pour l'équipe qui sera chargée d'initier le programme de recherche prévu pour la période 2006, 2007 et 2008 dans le cadre du Plan national santé et environnement.

Mobiliser les politiques

Pour les collectivités d'Aubervilliers et de Saint Denis qui en ont été les initiatrices, l'objectif était aussi de sensibiliser les sphères politiques et institutionnelles.

Fortement soutenue par la Direction générale de la santé (dont le nouveau

directeur est venu introduire la Colloque), et par le Pôle habitat indigne du Ministère de l'Équipement et du Logement, ce Colloque est appelé à avoir des suites. La venue de 300 participants motivés aura sans doute contribué à convaincre les pouvoirs publics de la nécessité d'aller plus loin dans ce domaine.

extrait de l'intervention de Jean Furtos de l'ORSPERE.

Une des choses qui est stupéfiante depuis ces dernières années, c'est que l'approche par la santé est une manière de faire de la politique. Si on dit aux autorités "voici des gens qui vivent dans un logement insalubre", la réaction est "Bon, c'est dommage". Si on dit, il y a un problème de saturnisme" La réaction est : "Il faut faire quelque chose."

Pour une raison que je n'ai pas encore comprise, la santé aujourd'hui est un levier sur la culpabilité, sur l'éthique, sur les représentations de l'intolérable qui est efficace et qui devient un outil politique dans la situation qui est la nôtre. C'est dans ce sens, entre autres, que ce congrès est intéressant.

Et du côté des associations ?

Terminons par une question. Il paraissait évident au moment d'engager la préparation de ce Colloque que de nombreuses expériences de mobilisation d'habitants autour de la question de l'habitat insalubre auraient été à présenter et valoriser. Ce ne fut pas le cas : d'expérience participative, il n'y en a pas tant que cela. Et d'expérience qui ait donné lieu à des travaux de recherche ou d'évaluation, il en existe encore moins.

Un début d'explication : les populations - souvent très en difficulté - touchées par la question de l'insalubrité de leur habitat sont loin d'avoir pour souci premier de se mobiliser avec d'autres sur l'amélioration de leur habitat, mais bel et bien de le quitter. Par ailleurs, les contacts établis avec les réseaux agissant dans ce domaine montrent que, si les actions sont nombreuses, elles ne sont pas pour autant accompagnées par des processus de recherche ou d'évaluation.

Une réflexion à approfondir par les praticiens des démarches communautaires.

Henri Busnel

● Echanges de savoirs à l'école Pratiquer la formation réciproque à l'école

Collectif d'auteurs
dont Claire Héber-Suffrin
Editeur : Chronique sociale
227 pages / Prix : 17.58 €

Les postulats selon lesquels nous sommes tous riches de savoirs et capables d'apprendre et de transmettre ces savoirs sous-tendent les logiques en lien avec les réseaux d'échanges réciproques de savoirs. Ils se retrouvent en filigrane dans le travail des acteurs en milieu scolaire dont le livre reprend les expériences.

Sommaire :

→ Comprendre la dynamique et le fonctionnement des réseaux d'échanges réciproques de savoirs. Présentation des Réseaux d'échanges réciproques de savoirs.

→ Se créer une dynamique professionnelle et relier les expériences.

- Des itinéraires de praticiens à l'école primaire.
- Des itinéraires de praticiens à l'école secondaire.
- Des itinéraires de praticiens de la formation continue des enseignants.

→ Percevoir les enjeux et s'engager dans une pratique.

- Quelle conception de la formation ?
- Pour quels apprentissages ?
- Pour former quels citoyens ?
- Pour quel apprentissage de la démocratie et de la citoyenneté ?
- Avec quels enseignants ?
- Quelle place pour tous les acteurs de l'école ?
- Quels rôles sociaux ?
- Vers quelle société ? Avec quelle école ?



LES RENCONTRES DE L'INSTITUT

Les 4es Rencontres de l'Institut Renaudot sont en cours de préparation. Elles porteront en 2006 sur la question de la « participation et pratiques communautaires en santé ». Pour préparer au mieux ces journées, un temps d'échange et de réflexion est proposé aux acteurs engagés dans des pratiques communautaires franciliens le mardi 14 juin à 20h30, à l'AGECA (177, rue de Charonne, à Paris). Ce sera l'occasion pour ces acteurs d'explicitier leurs questions, attentes et implication quant à ces Rencontres. Pour les non franciliens et pour ceux qui ne seraient pas disponibles à cette date, il leur est possible de faire part de leurs attentes à partir du questionnaire accessible sur le site de l'Institut ou de se rapprocher d'autres réunions régionales.

questionnaire disponible à l'adresse suivante :

<http://renaudot.free.fr/manifestations/rencontres2006/docs/questionnairepreparitr06.pdf>

Information complémentaire au **01 48 06 67 32**

LES ACTES DES 3^{ES} RENCONTRES DE MULHOUSE

« Place et relations des acteurs en santé communautaire » sont maintenant disponibles sur CDROM et viennent d'être diffusés aux participants. Ils reprennent l'intégralité des échanges qui se sont tenus lors de ces Rencontres.

Il est possible pour les personnes qui souhaiteraient prendre connaissance de ces échanges de les commander à l'Institut.

Actes des 3^{es} Rencontres (15 €) :
information au **01 48 06 67 32**

HABITANTS ET POLITIQUES URBAINES

Profession Banlieue, le Centre de Ressource Politique de la ville de Seine-Saint-Denis, organise le mardi 21 juin à la mairie de Bobigny une rencontre sur le thème de la place des habitants dans les politiques urbaines en Europe. L'objectif de cette rencontre est de porter à la connaissance des professionnels de la politique de la ville de Seine-Saint-Denis les expériences de renouvellement urbain en Europe, notamment en matière de participation des habitants. A partir de la présentation quant aux démarches suivies dans trois pays européens (Allemagne, Grande-Bretagne et Italie), il s'agira de voir en quoi celles-ci peuvent alimenter les pratiques françaises de politiques urbaines.

L'inscription peut se faire à partir du site de Profession Banlieue (www.profession.banlieue.org) et les informations complémentaires au **01 48 09 26 36**.

Les frais de participation s'élèvent à 50 € pour la journée avec les actes et le repas ou à 35 € sans les actes.

ACTUALITÉS

Formation

INITIATION À LA DÉMARCHE COMMUNAUTAIRE

L'Institut Renaudot propose aux professionnels souhaitant développer des projets de santé dans une démarche communautaire de prendre part à la nouvelle session de la formation « initiation à la démarche communautaire ». Les objectifs de cette formation sont de permettre :

- > l'acquisition des outils et d'une méthodologie de travail communautaire sur les questions de santé ;
- > l'acquisition de savoir-faire en animation et en accompagnement de projets communautaires ;
- > de développer la notion de « participation » en lien avec les différents acteurs d'un projet en santé communautaire (habitants, professionnels, institutionnels, élus) ;
- > de concevoir et d'utiliser l'évaluation comme un outil de pilotage du projet.

Cette formation se tiendra les **13-14 octobre 2005**,
24-25 novembre 2005 et **5-6 janvier 2006**.

Si vous souhaitez avoir de plus amples informations ou vous inscrire, vous êtes invités à le faire à partir du site de l'Institut :

<http://renaudot.free.fr/index1.php>.

La date limite d'inscription est le 15 septembre 2005 pour un groupe d'une quinzaine de participants.

Le coût de cette formation est de 310 € en individuel et de 920 € en institutionnel.

L'Institut Renaudot propose trois nouvelles formations aux acteurs de santé investis dans des démarches communautaires ou souhaitant s'y investir.

NOUVELLES FORMATIONS

Il s'agit de :

> « **coordonner la santé sur un territoire** »

12 - 13 septembre 2005
10 - 11 octobre 2005
14 - 15 novembre 2005
1^{er} - 2 décembre 2005

> « **travailler avec les habitants dans le cadre d'une démarche communautaire en santé** »

17 - 18 octobre 2005
21 - 22 novembre 2005
12 - 13 décembre 2005

> « **méthodologie de projet en santé communautaire** »

15 - 16 septembre 2005
3 - 4 octobre 2005
7 - 8 novembre 2005
5 - 6 décembre 2005

Les lieux, les modalités d'inscription et autres renseignements complémentaires sont précisés sur le site de l'Institut :

<http://renaudot.free.fr>

La lettre de l'Institut Renaudot, revue bimestrielle.

Association Loi 1901
organisme de formation agréée
n°11750702075.

Numéro de commission paritaire
en cours, dépôt légal : 1294 - 6052.

Directeur de la publication :
Marc Schoene

Rédactrice en chef : Béatrice Burlet
Comité de rédaction :
Yves Buisson, Béatrice Burlet,
Henri Busnel, Jean-Paul Parent,
Carmen Sanchez Garcia, Marc Schoene.
Communication : Henri Busnel

Impression : Addax Imprimerie
Graphisme : S. Ghinéa 01 43 38 30 80

Institut Théophraste Renaudot
40, rue de Malte 75011 Paris
Tél./Fax : 01 48 06 67 32
<http://renaudot.free.fr>
e-mail : renaudot@free.fr

FORMATION